

## Contre la croissance infinie

Uri Gordon 19 février 2016

Texte inédit, en français, pour le site de Ballast

« C'est le grand problème de notre époque : on sait mais on ne croit pas. Les mythes sont toujours plus forts que les faits. Notre mythe, c'est la croissance infinie, la technoscience qui domine la nature », expliquait en 2015 l'essayiste français Pablo Servigne, ingénieur agronome et docteur en biologie. Plus qu'une « crise » ou une « catastrophe » écologique, nous assisterions à un « effondrement », un « collapsus » : c'est la thèse également défendue par Uri Gordon, théoricien et militant libertaire d'origine israélienne, dans le présent texte. Si son propos engage avant tout le mouvement anarchiste (quelles pistes pour penser et agir ?), l'auteur invite, bien sûr, à investir « un champ social beaucoup plus large ». ≡ Par Uri Gordon



Les signes nous crèvent les yeux depuis des décennies. Il aura vraiment fallu une généreuse dose d'ignorance, d'arrogance et de déni pour qu'un pronostic parfaitement rationnel soit décrit comme des vociférations irrationnelles, émanant de marginaux prophètes de malheur. Mais, à présent, tandis que la réalité nous claque le visage à coups répétés, la conscience qu'il y a bien un processus à l'œuvre est en train d'émerger. Plus question de détourner le regard : la civilisation industrielle est en train de s'écrouler.

Et, déjà, nous sommes pris dans le tourbillon. Le prix de l'énergie monte en flèche, en répercussion du récent pic de la production pétrolière et de son inévitable déclin. Ouragans, sécheresses et phénomènes climatologiques erratiques deviennent de plus en



plus fréquents et intenses, nous faisant enfin comprendre les conséquences d'un réchauffement climatique causé par la main de l'Homme. Dans le même temps, la qualité des sols et de l'eau continue de se détériorer et la biodiversité de s'effondrer — avec une extinction des espèces qui atteint 10 000 fois son taux normal. La virulence de la crise des prix alimentaires qui submerge aujourd'hui le monde est le plus sûr indicateur que les choses ne retrouveront jamais leur cours normal. Au contraire : ce dont nous faisons l'expérience est l'ultime confrontation entre le besoin de croissance infinie du capitalisme néolibéral et les ressources finies d'une planète unique. Aucune spéculation financière, aucun recours technologique n'épargneront au système un anéantissement inévitable. Le temps du tournant est arrivé — et nous sommes la génération qui connaît le douteux privilège de vivre et de mourir dans ses affres.

« Ce dont nous faisons l'expérience est l'ultime confrontation entre le besoin de croissance infinie du capitalisme néolibéral et les ressources finies d'une planète unique. »

De nombreuses contributions¹ célèbrent la floraison d'activités et de préoccupations intellectuelles anarchistes à un moment où, sur toute la planète, renaît une opposition anticapitaliste. Néanmoins, dès qu'il s'agit de proposer une perspective internationale à l'avenir de la *praxis* [du grec ancien, « action », ndlr] anarchiste, on se trouve confronté à de sombres présages. On exige désormais des anarchistes et de leurs alliés qu'ils se projettent dans un avenir fait d'instabilité et de dégradation croissante, et qu'ils ré-imaginent des tactiques et des stratégies à la lumière de cette convergence de crises qui définira le XXIº siècle. Le présent texte fait le bilan de l'effondrement en cours du capitalisme mondial, émet des hypothèses sur ses possibles conséquences sociales, les posant comme enjeux d'une *praxis* anarchiste future. Il est manifestement vain de tenter d'aborder cette tâche d'un point de vue soi-disant « neutre », qui se contenterait d'anticiper les grandes tendances futures, sans proposer de recommandations, ni d'encouragements à l'action. Cette tentative de visualisation, plus qu'un simple éventail de prédictions, suggère des priorités à endosser par les anarchistes pour les années à venir.

## Effondrement et récupération

Dans son *best-seller L'Effondrement*, paru en 2005, Jared Diamond fait l'analyse de la croissance et de la chute de plusieurs sociétés humaines, aussi diverses et éloignées dans le temps et l'espace que les établissements Viking du Groenland, l'Île de Pâques ou Mesa Verde, dans le sud-ouest étasunien. Dans chacun des cas, l'environnement fut



exploité à outrance et les ressources poussées bien au-delà du soutenable...

Poussées jusqu'à leur point de basculement. Toutes ces sociétés se sont effondrées — et Diamond pense manifestement que la même chose va arriver à notre société mondialisée. Le pic pétrolier marque clairement un point de basculement. Sans pétrole bon marché, il ne peut y avoir ni aviation commerciale, ni monstres agro-alimentaires du blé, ni satellites de télécoms, ni probablement de gratte-ciel. On ne pourra plus faire faire 5 000 kilomètres à des pommes pour les revendre sur les étals éclairés au néon des supermarchés, pas plus qu'on ne pourra importer d'appareils bon marché de Chine. Le système alimentaire moderne en particulier est presque entièrement dépendant du pétrole : de la fabrication des engrais et pesticides jusqu'à l'énergie pour faire tourner les systèmes d'irrigation, les machines, l'emballage et le transport. Sans pétrole à un coût abordable, c'est tout, de l'agriculture industrielle jusqu'au commerce mondial — et bien d'autres systèmes que nous considérons comme allant de soi — qui sera rendu impossible. La question n'est pas tant de savoir si l'effondrement va se produire, mais à quel rythme et avec quelles conséquences il va se produire.



Pour mieux comprendre les mécanismes des systèmes complexes lorsqu'ils sont en crise, on peut se tourner vers Kay Summer et Harry Halpin, qui ont récemment discuté d'équilibre dynamique et de phase de transition. D'une façon similaire aux organismes biologiques ou à Internet, le capitalisme mondialisé est un système complexe régénératif qui se maintient au moyen d'un équilibre dynamique plutôt que statique. Le système reste en mouvement grâce à un apport matériel ou énergétique constant, oscillant d'avant en arrière selon certains paramètres, un peu comme une balle qui roule dans une vallée — phénomène également connu sous le terme de « bassin d'attraction ». Toutefois, « une perturbation massive, ou même minuscule mais judicieuse, peut déclencher une boucle d'accélération qui éjectera la balle qui roule de sa vallée pour l'envoyer dans un autre bassin d'attraction... Ces changements de type majeur — d'une



vallée à une autre — sont appelés "transitions de phase" et sont souvent précédés de périodes d'"instabilité critique", pendant lesquelles le système est soumis à une contrainte énorme. Il peut effectuer de très grandes embardées, faire preuve de comportements apparemment chaotiques, avant de se redéposer dans un nouvel état, plus stable. Ces périodes sont définies comme des points de bifurcation, parce qu'il apparaît que le système peut aller autant dans une direction que dans une autre. » (Summer & Halpin, 2007)

« La question n'est pas tant de savoir si l'effondrement va se produire, mais à quel rythme et avec quelles conséquences il va se produire. »

L'époque intéressante dans laquelle nous vivons est précisément l'une de ces périodes d'instabilité critique. Des facteurs tels que la pénurie énergétique ou le changement climatique peuvent pousser le système de plus en plus près des bords de son bassin d'attraction, d'où il résulte un effondrement dont la transition de phase sera de même ampleur que celles qui nous firent passer, jadis, de la chasse à l'agriculture ou, plus récemment, de l'agriculture au capitalisme industriel. Assurément, il y a des limites à ce raisonnement si l'on veut aborder plus finement les développements sociaux et politiques, et leur signification pour la praxis anarchiste. Le fait d'envisager le système comme un tout tend notamment à obscurcir ses contradictions et antagonismes internes, d'une influence déterminante dans le déroulement politique et social de la transition de phase dans différents pays. De plus, la pénurie énergétique croissante arrêtera vraisemblablement — peut-être même inversera — de nombreux échanges liés à la mondialisation économique et culturelle, entraînant la fragmentation et l'hétérogénéité des trajectoires post-effondrement. Risquons-nous à filer la métaphore et imaginons que cette balle qui roule est faite de mercure, et qu'au point de bifurcation elle se brise en plusieurs gouttelettes se déversant dans plusieurs bassins d'attraction interconnectés. Comment décrire ces nouvelles réalités politiques ? Même si la vue se brouille quelque peu, on pourrait envisager trois grandes options : de nouvelles formes sociales fondées sur la liberté et l'égalité ; d'autres fondées sur une continuité de l'oppression et de l'inégalité ; enfin, une destruction pure et simple de toute forme sociale organisée — en d'autres termes : un communisme radical ; un éco-autoritarisme ; la guerre civile.

Les anarchistes et leurs alliés sont déjà profondément engagés dans des activités du type de celles qui nous tirent vers le premier bassin d'attraction. J'y reviendrai plus loin. Pour le moment, j'aimerais me concentrer encore un peu sur le deuxième bassin



d'attraction. Anticiper les réponses du système à l'effondrement est en effet crucial si les anarchistes et leurs alliés veulent rester en tête de la course plutôt que simplement réactifs, et compte tenu du fait que les institutions hiérarchiques sont d'ores et déjà en train de se recomposer pour instaurer une gouvernance de l'effondrement. Dans ce contexte, c'est au moyen d'une stratégie centrée sur la récupération que l'hégémonie des institutions sociales de type hiérarchique sera préservée. La récupération est le processus par lequel la société capitaliste désamorce les menaces matérielles ou culturelles auxquelles elle est confrontée en les recodant, en les absorbant selon ses propres termes logiques (voir *Internationale situationniste*, n° 10, 1966). C'est au moyen d'une campagne massive de ce type que les enjeux environnementaux sont actuellement attaqués — alors que superficiellement, on a l'impression que les sujets écologiques se voient enfin accorder la première place dans le discours dominant.



Mais, en réalité, la prise de conscience du pic pétrolier, du changement climatique, des abus qui ont rendu possible cette crise perpétuelle, s'est soldée par l'effacement complet des conclusions radicales que les mouvements écologiques avaient jointes à leurs avertissements. Depuis les années 1960, les auteurs et les activistes ont mis en avant : 1) la contradiction fondamentale entre stabilité écologique et croissance infinie ; 2) le lien, d'ordre idéologique, entre la domination anthropocentrique sur la nature et les relations d'exploitation de genre et de classe ; 3) le besoin d'égalité et de décentralisation comme base d'une société réellement soutenable. Au contraire, les élites politiques et économiques ont, jusqu'ici, très bien réussi à promouvoir une stratégie qui restreint ces sujets à un cadre technique et managérial plutôt que social, et à promouvoir l'innovation technologique et la gestion des marchés comme moyen de fabriquer la stabilité nécessaire à la continuité du système. C'est ainsi que nous assistons à :



- La banalisation des crises des ressources et de l'écologie, d'où la présentation des inondations, extinctions et pénuries comme des facettes acceptables de l'époque.
- La transformation de l'atmosphère en marchandise, en même temps que des mécanismes de dettes sont introduits pour réguler les émissions de polluants et gaz à effet de serre (Bachram, 2004).
- Le changement d'image de l'énergie nucléaire en tant qu'alternative « propre » aux énergies fossiles spectaculaire renversement d'une image de parangon de destruction. La même approche s'applique à l'ingénierie génétique, présentée comme gestion agricole et territoriale « durable » (Dewar, 2007).
- La diffusion d'une conscience écologique dans la culture consumériste par le bio, les marchés vestimentaires, les centres commerciaux « durables », et la traçabilité de l'empreinte carbone individuelle (Welsh & Blüdhorn, 2007).

## « Le capitalisme ne pourra pas éternellement repousser le moment de se confronter aux limites objectives de la croissance. »

L'un des signes les plus flagrants de cette stratégie de récupération est sans doute le changement de fonction des sommets du G8, en réponse aux protestations annuelles : « Le G8 s'est réinventé pour devenir un cirque médiatique se présentant comme la seule instance en mesure de s'atteler aux problèmes planétaires. En d'autres termes, à mesure que le G8 était attaqué, son objectif devenait la re-légitimation de son autorité mondiale. Et il s'en sortit très bien. À Gleneagles, une grande ONG sponsorisée par le Royaume-Uni organisa une opération non pas de protestation, mais de soutien au G8, au prétexte de l'allègement de la dette africaine. Elle rassembla 300 000 personnes. À Heiligendamm, le G8 évolua encore d'un cran, en tirant sa légitimité d'une pseudopréoccupation pour le changement climatique. » (collectif anglais Turbulence) Tous ces processus montrent clairement la tentative de recoder les défis écologiques en autant d'opportunités pour le capitalisme, au moyen de nouveaux marchés et d'instruments de gouvernance mondiale. Pourtant, le greenwashing [ou « écoblanchiment » : stratégie visant à utiliser l'écologie à des fins marketing, ndlr] purement superficiel de l'accumulation capitaliste ne peut qu'exacerber les inégalités, créer de nouvelles divisions, et imposer des régimes d'austérité aux plus pauvres, cependant que les élites financières passeront à la caisse.

Néanmoins, le capitalisme ne pourra pas éternellement repousser le moment de se confronter aux limites objectives de la croissance. Ainsi, les but ultimes de ces stratégies de récupération sont de gagner du temps, de prolonger la période gérable de la crise et



de permettre aux institutions hiérarchiques de poursuivre leur adaptation, loin du capitalisme. Tandis que la raréfaction des ressources entraînera inévitablement de nouvelles formes de production, plus locales et plus intensives, cette transition peut néanmoins être conduite par des élites. Un tel processus viserait à créer des modèles post-capitalistes de production aliénée, qui, pour être appropriés à un contexte de pénurie, n'en continueront pas moins d'associer la capacité de production humaine à des mécanismes d'emprisonnement économique. Si elle devait se révéler efficace à long terme, une telle stratégie initierait de nouvelles formes féodales, où le travail serait en partie démarchandisé pour être remplacé par du servage, et où des élites armées maintiendraient un accès privilégié aux fruits raréfiés de ressources étiques (Caffentzis, 2008). Mais, comme la stratégie de récupération capitaliste rencontre quand même des limites (notamment parce que l'expérience accumulée par les mouvements sociaux anticapitalistes leur permettent de voir clair dans ce jeu), elle s'accompagne d'une seconde stratégie — la répression — qui restera une réponse centrale du système. Ce contexte voit se raffiner de modernes formes de gouvernance autoritaire, depuis la surveillance électronique ou le profilage génétique jusqu'au pouvoir toujours plus grand des firmes de sécurité privées, ou le renforcement programmé de l'OTAN, ou de l'architecture sécuritaire européenne (Gipfesoli, 2008). L'innovation continue dans le domaine du contrôle social se développe non seulement par anticipation de possibles menaces géopolitiques — guerres pour les ressources ou migrations massives de réfugiés climatiques —, mais aussi comme rempart contre la contestation sociale interne aux pays capitalistes, à l'heure où les alternatives radicales autogérées fondées sur l'aide mutuelle et la communauté prolifèrent pour s'opposer aux stratégies de confinement et de décentralisation ourdies par les élites.





## Conséquences pour la pratique

Quel est le sens de ces évolutions pour l'avenir de la pratique anarchiste ? Pour répondre à cette question, on pourrait classer les myriades d'actions et de projets soutenus par les anarchistes sous trois grandes catégories : dé-légitimation, action directe (tant destructive que créative) et actions en réseaux. Ces catégories ne sont pas exclusives les unes des autres ; elles forment guand même des rubrigues de discussion commodes. La dé-légitimation fait référence aux interventions anarchistes dans le discours public, orales ou symboliques, dont le propos est de dénier sur le fond toute légitimité aux institutions sociales dominantes et de saper ses prémisses : représentativité politique, société de classes, patriarcat, etc. A contrario de la contestation, plutôt dirigée contre un ensemble déterminé de mesures et organisée dans le sens d'exigences formulées à l'encontre du gouvernement ou d'entreprises, les propos de la dé-légitimation ciblent l'existence même des institutions hiérarchiques et demandent, implicitement ou explicitement, leur abolition. Ainsi, la participation anarchiste aux actions contre l'OMC ou le FMI dépassait la seule demande de changement de ces institutions, mais utilisait plutôt ces manifestations en tant qu'opportunité pour délégitimer le capitalisme même.

« Écofascisme : ce terme recouvre les efforts déjà répandus chez de nombreux partis d'extrême droite pour appliquer un vernis écologique à leurs programmes autoritaires et racistes. »

[...] Dans le contexte de l'anarchisme à l'âge de l'effondrement, la dé-légitimation jouera de plus en plus un rôle crucial de contre-mesure aux efforts d'absorption par le capitalisme des crises convergentes en ce XXI<sup>e</sup> siècle. Ceci est lié non seulement au recyclage des défis environnementaux en opportunités commerciales, mais encore à leur déploiement en tant qu'instrument de peur sociale. Dans le sillage du déclin de l'État-providence de ces dernières décennies, les gouvernements ne peuvent plus fonder leur légitimité sur des promesses de bien-être, d'éducation, ou de santé. Au contraire, leur auto-justification s'articule avec la promesse de protéger les citoyens de menaces largement médiatisées, dont la gamme va du terrorisme à la délinquance juvénile. Le climat, les ressources énergétiques, les crises alimentaires sont autant d'armes nouvelles de cet arsenal. Tant que cela ne suppose pas de soutenir les propos alarmistes par des actions qui mettraient en péril la structure de la richesse et du pouvoir actuels, les menaces environnementales sont un moyen pratique de maintenir les gens dans la peur, et la dépendance vis-à-vis des institutions.



Pour contrer la campagne d'amnésie collective qui a pour objectif de détacher le chaos social et écologique de ses causes capitalistes, les anarchistes et leurs alliés devraient dire clairement que les structures et les forces sociales responsables de cette pagaille ne devraient pas se voir confier les moyens d'en sortir. Mais ce message sera de plus en plus difficile à exprimer à mesure que les gouvernements occidentaux s'orienteront ostensiblement dans une direction écologiquement et socialement progressiste... La force des perspectives anarchistes réside dans leur capacité à la critique de fond pour démasquer ces stratégies pour ce qu'elles sont : des moyens de gagner du temps. Il faut également considérer dans ce contexte la possibilité inverse qu'en lieu d'une tournure apparemment progressive, l'effondrement entraîne dans certains pays la montée d'un écofascisme. Ce terme recouvre les efforts déjà répandus chez de nombreux partis d'extrême droite pour appliquer un vernis écologique à leurs programmes autoritaires et racistes (Zimmermann, 1997). Ceci inclut l'utilisation d'arguments de soutenabilité pour justifier qu'on contrôle l'immigration, ou encore l'incorporation tordue d'éléments spirituels et contre-progressistes, issus de l'écologie radicale, pour former une idéologie nationaliste intégrale (se rappeler la célébration par les nazis de la connexion quasi-mystique entre les Allemands et leur terre). L'écofascisme est un ennemi particulièrement dangereux parce qu'il se présente comme opposé au capitalisme des multinationales, tandis qu'en dernière analyse, il en est un parasite (Hammerquist & Sakai, 2002).



Ce qui nous amène à l'endroit central de la *praxis* anarchiste, l'action directe [...], comprise comme la prise en main du changement social par soi-même, en intervenant directement sur une situation plutôt que d'en appeler à un agent extérieur (typiquement : le gouvernement). Elle est le plus communément considérée sous ses aspects préventifs ou destructifs. Si des gens refusent la mise en coupe claire d'une forêt, mener une action directe signifie s'enchaîner aux arbres ou mettre du sucre dans



les réservoirs d'essence des bulldozers plutôt que d'user de la pétition ou de la voie légale. En complément de la défense de l'environnement, il faut s'attendre à ce que l'action directe, dans sa forme préventive et destructive, devienne de plus en plus importante à l'endroit de la résistance aux nouvelles technologies [...]; de façon d'autant plus significative que la réponse des institutions se focalisera de manière complètement irresponsable sur le nucléaire, les biotechnologies, et la géo-ingénierie. Insistons au passage sur le fait que, dans ce contexte, il n'est pas nécessaire de devenir « anti-civilisation » pour endosser de telles actions : nul besoin de se transformer en primitiviste pour agir en luddite [référence au mouvement ouvrier des « briseurs de machines », ndlr].

« L'industrie nucléaire se rhabille en énergie "propre", alternative au pétrole, charbon et gaz, et les gouvernements lui emboîtent le pas. »

L'industrie nucléaire se rhabille en énergie « propre », alternative au pétrole, charbon et gaz, et les gouvernements lui emboîtent le pas. Seulement, c'est au prix d'une contamination éternelle que le nucléaire fournira ce gain de temps au capitalisme. Les anarchistes et leurs alliés devront sans doute intervenir directement pour entraver les projets de construction, et il est fort probable que les luttes anti-nucléaires deviendront bientôt une figure emblématique de la praxis anarchiste. L'acuité de la crise alimentaire mondiale amènera vraisemblablement les institutions à faire un forcing massif dans le sens de la généralisation de l'alimentation génétiquement modifiée, officiellement pour obtenir de meilleurs rendements, mais au prix d'une contamination des écosystèmes, et d'un contrôle renforcé des entreprises sur les moyens de subsistance des paysans. Ici encore, le moissonnage « volontaire » devrait prendre une place prépondérante dans la praxis anarchiste, tout en proposant des alternatives soutenables en parallèle. Enfin, les activistes sont de plus en plus conscients que les nanotechnologies — la manipulation directe des atomes et molécules — sont le dernier avatar de l'assaut de la Technique contre la société et la biosphère. Profitant de ce que la réduction de substances à leur nano-dimension permet le changement de propriété (des brevets), une armée de nouveaux produits ont déjà pris place sur le marché (ETC Group, 2003). Les nanotechnologies ne sont pas seulement des techniques qui mettent les entreprises concernées en capacité de renforcer leur pouvoir dans tous les secteurs, mais encore une plateforme où faire converger biotechnologie, numérique et neurosciences, au moment où la frontière du vivant/non-vivant est franchie à l'échelle atomique.

De manière plus immédiate, ces initiatives favorisées par les nanotechnologies font



partie de la menace grandissante de la géo-ingénierie, cette manipulation intentionnelle, à grande échelle, de systèmes planétaires en vue de créer du changement environnemental, avec l'objectif particulier de contrecarrer les effets indésirables dus à l'activité humaine. Parmi ceux-ci, la « fertilisation » des océans au moyen de nanoparticules pour accroître la floraison des espèces de phytoplancton qui captent le CO2, l'utilisation, dans des mines abandonnées, puits de pétrole, grottes sous-marines, de membranes nanoconçues pour stocker le CO2 comprimé, ou encore faire éclater des aérosols au sulfate pour réfléchir les rayons solaires². Des efforts légaux internationaux pour contrer ces mesures sont déjà en cours. Les gouvernements signataires de la convention des Nations unies pour la biodiversité sont parvenus à un moratoire sur ces activités de fertilisation des océans. Mais elles demeurent limitées en étendue et en force exécutoire ; ainsi, une entreprise de fertilisation californienne du nom de Climos Inc. avance à toute vapeur sur ce terrain, au mépris complet des accords internationaux. L'action directe pourrait se révéler le seul moyen d'empêcher ce jeu dangereux avec l'équilibre des systèmes planétaires, qui les a déjà grandement déstabilisés.



À côté de ses formes préventives et destructives, l'action directe peut également signifier construction et créativité — comme de produire, de manière autogérée et sur le terrain, des alternatives au capitalisme. Expériences d'utopie en cours de réalisation, ces efforts préfigurent une politique générant un monde nouveau depuis l'intérieur de la coque de l'ancien. Comme l'expliquent les auteurs du collectif Emergency Exit au sujet des nombreuses initiatives de ce genre, déjà à l'œuvre et qui dépassent les efforts des seuls anarchistes : « Depuis les nouvelles formes de démocratie directe dans des communautés indigènes telles que El Alto en Bolivie, ou les usines autogérées au Paraguay, jusqu'aux mouvements des townships en Afrique du Sud, les coopératives agricoles en Inde, les mouvements de squatters en Corée, l'expérience de la permaculture en Europe ou l'économie islamique dans les milieux urbains défavorisés du



Moyen-Orient. Nous avons vu se développer des milliers de formes d'associations de solidarité mutuelle qui partagent un désir commun de rompre avec le capitalisme, en pratique et, de façon encore plus importante, d'offrir la perspective de nouvelles formes de communs au niveau planétaire. »

« Dans les années qui viennent, la création d'alternatives autogérées, fondées sur le principe des communs, deviendra toujours plus urgente. »

Par la récupération des communs, les gens deviennent de plus en plus capables de se défaire de la dépendance au capitalisme, et de le vider de l'intérieur. Dans les années qui viennent, la création d'alternatives autogérées, fondées sur le principe des communs, deviendra toujours plus urgente à mesure que les collectivités devront faire face au déclin des ressources énergétiques et au changement climatique. Les anarchistes devront s'engager à construire des alternatives indépendantes, soutenables, et de l'autonomie collective. Chez les anticapitalistes, l'intérêt pour la permaculture, le bâtiment « naturel » et d'autres aspects d'écologie pratique est un signe encourageant témoignant que les choses vont dans la bonne direction. Cette forme constructive d'action directe est particulièrement significative dans les pays capitalistes les plus avancés, là où on trouve la plupart des anarchistes et où le lien social et les aptitudes fondamentales ont été le plus abîmés. Autant en zone rurale qu'urbaine, donner à voir qu'autosuffisance et égalitarisme se combinent dans les relations sociales formera de fait une puissante propagande, proposant des modèles attrayants qui donneront envie d'être mis en œuvre. De tels modèles permettent non seulement l'appropriation, mais aussi des avancées dans le sens de la sécurité alimentaire et énergétique, et une indépendance à l'égard d'un salariat précarisé et à qui il ne reste que bien peu de filets de sécurité sociale.

C'est ici que la dernière catégorie de la *praxis* anarchiste arrive sur le devant de la scène — le travail en réseau. Qu'elle soit contestatrice ou constructive, l'action directe anarchiste prend ici place dans un champ social beaucoup plus large ; et son succès tiendra à la solidarité et à la coopération, avec des formations autres que les réseaux propres à l'anarchisme [...] — les liens devront être étendus aux migrants, aux réfugiés, à la classe moyenne en perdition. Ce qui ne veut pas dire que les anarchistes doivent se positionner comme une avant-garde conduisant les masses vers la révolution, mais que leur rôle est plutôt celui d'une arrière-garde encourageant et sauvegardant l'autonomie et l'orientation radicale des résistances qui émergent. Lorsqu'il s'agit de construire une société nouvelle, cette position entraîne un rôle de subversion des tentatives qui seront

19 février 2016 — Uri Gordon



faites par le capitalisme pour absorber l'autosuffisance dans un cadre autoritaire, et un rôle de défense des collectivités autogérées, susceptibles de subir diverses formes de marginalisation et d'attaques. Tout cela étant dit, il n'y a aucune garantie. L'action anarchiste demeurera nécessaire sous toutes les conditions, même — et peut-être davantage encore — après l'effondrement du capitalisme mondialisé. Comme l'a argumenté Noam Chomsky en 1986, l'anarchisme constitue « une lutte sans fin, puisque les progrès vers une société plus juste mèneront à de nouvelles compréhensions de formes d'oppression qui avaient peut-être été, jusque-là, dissimulées dans la pratique et la conscience courantes ». Même en envisageant le plus favorable des scénarios, les anarchistes auront toujours à répondre à la réémergence de schémas de domination dans la collectivité — même s'ils ont été consciemment surmontés à un certain moment. Une vigilance éternelle est le prix de la liberté.

Traduit, de l'anglais et avec l'aimable autorisation de l'auteur, par Vidal Cuervo — titre original : « Dark tidings: anarchist politics in the age of collapse ».

L'installation artistique est de Nancy Holt (photographies).

- 1. L'auteur fait notamment référence à l'ouvrage Contemporary anarchist studies: an introductory anthology of anarchists in the academy, Routledge, New York, 2009 (collectif dont le présent texte est extrait).[↩]
- 2. Effet dit « albedo », ou réfléchissement des rayons solaires par les nuages, les masses neigeuses, les glaciers, etc, permettant le rafraîchissement de l'atmosphère et donc d'éviter l'effet de serre (NdT).[←]